



DECLARATION DES ELUS CGT FINANCES PUBLIQUES 69 AU COMITE TECHNIQUE LOCAL DU 11 MAI 2012

Une majorité de citoyens a élu un nouveau Président de la République le dimanche 6 mai 2012.

La participation importante des électrices et électeurs témoigne de leur mobilisation pour intervenir sur les choix à venir.

Le résultat de l'Élection présidentielle exprime un « désaveu » pour Nicolas Sarkozy.

Sa politique autoritaire et antisociale, son passage en force sur la réforme des retraites et sa façon de gouverner sont maintenant clairement sanctionnés.

La CGT s'en félicite.

Rappelons aussi que l'influence des thèses racistes et xénophobes a été omniprésente tout au long de la campagne. La CGT poursuivra son combat contre la division, les idées d'extrême droite et les discriminations, pour « le travailler et vivre ensemble ».

Nous avons dès le 23 MARS 2012 alerté les salariés sur le bilan négatif du quinquennat notamment en ce qui concerne la Fonction Publique.

La trop fameuse Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), avec son dogme de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, son cortège de fusions de services, d'attaques contre les missions, de partenariats public-privé, répondait à une double orientation : réduire drastiquement l'intervention publique pour tout ce qui concerne l'intérêt général et façonner la Fonction Publique aux exigences des lois du marché.

Tout le contraire de ce dont a besoin la population et de ce pour quoi la CGT milite.

Son application à la DGFIP, la fusion effectuée dans un contexte de pénurie humaine et matérielle ont été des véritables catastrophes pour les missions, les emplois et les conditions de vie des agents.

La pétition des personnels du CDI de Villeurbanne vient à point nommé rappeler cette triste réalité ! Des réponses urgentes sont attendues !

Les principaux responsables de notre Direction Générale n'ont eu de cesse de défendre de manière partisane cette vision politique de casse du Service Public.

Ils doivent en tirer les conséquences car leur crédibilité est largement entamée pour conduire les négociations appelées de ses vœux par le candidat François HOLLANDE.

Dans une réponse à notre organisation datée du 10 AVRIL 2012, celui ci annonçait qu'il mettrait fin à la RGPP et ferait vivre la démocratie sociale.

Il est temps de passer des paroles aux actes !!!

L'élection de François Hollande est aussi l'expression d'une forte aspiration à un changement de politique économique et sociale. Elle s'était déjà exprimée dans les mobilisations sociales en 2009, 2010 et dernièrement lors du 1er mai 2012 .

Un contexte, a priori plus favorable à la satisfaction des revendications, est créé.

Un véritable changement dans la Fonction Publique passe par la création d'emplois, l'augmentation des salaires, la reconnaissance et la revalorisation du travail, de son contenu et de sa finalité, le développement des services publics sur l'ensemble du territoire, un haut niveau de protection sociale.

La réponse aux enjeux économiques et sociaux passe par une autre répartition des richesses au service du développement humain durable et une réforme fiscale ambitieuse.

Dans cette situation nouvelle et ouverte, la CGT restera vigilante et mobilisée pour peser sur les négociations à venir.

C'est dans ce contexte que vous nous proposez de débattre dans le cadre d'un Comité Technique Local de la création du Centre des Finances Publiques de VILLEURBANNE .

La CGT a toujours été favorable à la création de structures favorisant un service public de proximité. La création de la DGFIP et de ses nouvelles structures ne répond pas à cette ambition.

De plus la création d'un nouveau SIP, sans apport de moyens matériels et humains, ne peut pas recevoir notre approbation.

Il est plus que temps de mettre en place une évaluation contradictoire missions / emplois afin de chiffrer les besoins en effectif dans le département.

La CGT est disponible pour cela !